

Pour cinq enfants, témoins à travers le monde, soyons « tous unis contre la faim ! »

Sur le site du CCFD-terre Solidaire, cinq enfants qui vivent aux quatre coins du monde, nous invitent à construire un avenir sans faim, et comme le suggère le slogan, à être « tous unis contre la faim » ! Et cela en soutenant concrètement, financièrement, les associations partenaires qui, sur place, travaillent à leur permettre d'accéder à tout ce dont ils ont besoin pour se développer humainement. Par exemple, au Bénin, Aïchatou, neuf ans, ne mange pas tous les jours à sa faim comme 43% des enfants de ce pays. Ses parents font partie des 50% de la population qui vit avec moins de 1€,18 par jour. Dans le cadre de la politique agricole menée par le gouvernement béninois, les cultures vivrières familiales sont souvent remplacées par des cultures d'exportation, comme le coton, peu rentable économiquement à terme. Les terres des cultures vivrières se raréfiant, la menace de la faim pèse aujourd'hui sur Aïchatou et les siens. C'est pour lutter contre une telle situation que l'association partenaire SYNPA – Synergie Paysanne – défend les intérêts des petits paysans au Bénin, et agit à leur côté pour les aider à s'affranchir des cultures d'exportation, à accéder aux terres publiques et à pratiquer une culture vivrière respectueuse de l'environnement. Elle favorise le regroupement des agriculteurs, développe des fermes paysannes, et mène des actions de plaidoyer en leur faveur. Aujourd'hui, 2 000 paysans y adhèrent, et 70% des propositions de SYNPA ont été intégrées à la nouvelle loi foncière 2007.

Un autre enfant témoin, Ricardo, 9 ans, au Brésil : il vit avec ses parents, travailleurs ruraux, embauchés de façon saisonnière par un grand propriétaire terrien d'Amazonie. Au Brésil, 43% des surfaces agricoles sont détenues par à peine 1% de ces propriétaires. Cette injustice résulte de la révolution verte depuis l'époque de la dictature entre 1964 et 1985, qui entraîna l'expulsion des petits producteurs et l'accaparement de leurs terres pour développer

les grandes monocultures et l'élevage extensif. Devenus des « Sans terre », ils sont, depuis lors, ouvriers agricoles avec un salaire insuffisant pour nourrir décemment leurs enfants, vulnérables face à des employeurs sans scrupule qui profitent de la situation pour leur dénier des droits. Aujourd'hui les parents de Ricardo souffrent de la faim, comme 7 millions 200 mille Brésiliens. Mais la Commission Pastorale de la Terre défend la vie et les droits des populations rurales. Elle les accompagne dans leur lutte pour une juste redistribution des terres, encourage une agriculture familiale paysanne, le développement de coopératives, de projets alternatifs et de formations dans une perspective de protection de l'environnement et de souveraineté alimentaire. La Commission Pastorale de la Terre a observé et dénoncé 37 000 fermetures d'écoles rurales depuis 10 ans, et sa contribution a permis de libérer 1241 travailleurs esclaves en 2014.

Il faudrait encore citer Amir, 7 ans, réfugié syrien dans un camp du Liban, et le travail du Collectif de Développement et de Secours Syrien, qui accompagne des déplacés comme Amir, afin qu'ils puissent préparer la reconstruction de leur pays. Mais également Bayani qui n'avait qu'un an lorsque le typhon Hagupit, aux Philippines a détruit et récoltes de ses parents, soutenus depuis par l'association partenaire Fondation pour le Développement Rural Intégré. Et encore Prudence, 8 ans, en République Démocratique du Congo, qui travaille dans les mines au péril de sa vie pour extraire du coltan, du cobalt, du diamant et de l'or. La Commission Épiscopale pour les Ressources Naturelles dénonce une telle situation et lutte contre le pillage des ressources pleines de valeur, mais qui plonge le pays dans la misère. Pour Aïchatou, Ricardo, Amir, Bayani et Prudence, il nous faut soutenir ces associations qui prennent à bras le corps leur situation, leur développement et leur dignité.